

# DROIT DE VOTE : LE POURQUOI DES RÉTICENCES FLAMANDES

---

*Le droit de vote des étrangers non européens aux communales et le programme « d'intégration citoyenne » (inburgering) font exception dans une Flandre sujette à une forme de sécularisation technocrate du politique. En effet, les débats qui touchent à l'identité sont seuls à brouiller quelque peu les critères prétendument univoques de la « bonne gestion ». Et encore... une affirmation triomphante telle que « Ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux » permet une communion œcuménique entre l'affirmation nationale et la rationalité gestionnaire.*

*Doit-on rappeler ici le caractère essentiellement symbolique de l'élargissement du droit de vote des étrangers non européens, eu égard au nombre de personnes concernées (même à Bruxelles et donc a fortiori en Flandre) et tenant compte des précédents qui montrent que les étrangers votent à peu près comme les « autochtones » ?*

*Symbolique ne veut pas dire insignifiant. Si l'on va au bout des choses, l'intégration des « allochtones » en Flandre est toujours assortie d'une crainte non avouée : se peut-il que s'incrument sur son territoire des individus ou des minorités culturelles qui négligent ou méprisent la culture et la langue flamande ? La genèse de la démocratie en Flandre explique cette hantise dans la mesure où la conquête et la mise en œuvre des droits politiques ont été profondé-*

ment marquées par un combat dont l'objectif était l'homogénéité linguistique du territoire flamand pour lutter contre un apartheid larvé. L'émancipation sociale des masses populaires et leur entrée en politique supposaient en effet une sortie de cet état d'infériorité dans lequel se trouvaient cantonnés les dialectes flamands en regard de la présence d'un adversaire « culturel » francophone dominant.

Il va de soi que ce combat fondateur a laissé des traces. La différence de sensibilité entre Flandre et Wallonie n'est pas seulement due à l'ancienneté de l'immigration, comme l'affirme Guido Fonteyn, mais bien au visage donné à l'adversaire dominant sur lequel s'est conquise la démocratisation. Il est vrai qu'en Wallonie l'étranger a trouvé assez vite sa place comme travailleur, c'est-à-dire comme un « autre soi », un allié dans un conflit configuré par le mouvement ouvrier en opposition avec les possédants. Alors qu'en Flandre le même étranger est d'abord vu dans son altérité menaçante pour une homogénéité culturelle garante des conquêtes démocratiques passées.

Cette configuration historique est par nature surmontable. Mais, dépositaires de l'héritage du flamingantisme, les élites politiques flamandes d'aujourd'hui se montrent incapables de gérer sa dérive, alors même que les questions d'intégration se posent dans des termes manifestement et radicalement différents. Ainsi, la majorité des responsables politiques sont mécaniquement enclins à capter voire à privilégier la frilosité spontanée face à la différence ; et, en prétendant y céder « démocratiquement », ils la crispent et lui donnent finalement autorité. Tandis qu'ils redéfinissaient la nation comme un espace de création et de redistribution de la richesse, les nationalistes flamands se sont montrés incapables de contenir le désir de différenciation voire de discrimination que le philosophe Habermas nomme justement le « chauvinisme du bien-être ». Or que vendent aujourd'hui les politiques flamands si ce n'est de la discrimination sociale et fiscale, fondée sur une surestimation de l'autochtonie ?

Le caractère contre-productif de cette attitude ne se mesure pas seulement à la caution qu'elle offre aux objectifs annoncés par l'extrême droite, même quand on prétend censurer ses méthodes ou ses excès. L'échec patent des initiatives visant à maintenir une réelle présence flamande à Bruxelles, malgré l'attention intelligente et les moyens financiers qui y ont été investis, devrait faire réfléchir une Flandre qui s'évertue, avec succès du reste, à imposer dans la capitale une représentation politique fondée sur une communauté locale en voie de disparition. Et pour cause : quelle crédibilité peuvent avoir les « campagnes d'image » telles que le lancement de Tram 81 (un mensuel toutes-boîtes, multilingue et pluriculturel tout à fait sympathique) ou l'affichage en vingt mètres carrés d'immigrés

*modèles ayant réussi en adoptant la culture flamande ? Suffiront-elles à donner à la Communauté flamande ce visage d'ouverture que dément manifestement l'état actuel du débat sur le vote des étrangers, comme naguère la réticence flamande à l'application du traité de Maastricht ? Si « Flamand », dans mon quartier, est redevenu une injure raciste, ce n'est pas le fait des Belges de haute souche..., mais de ceux que la Flandre politiquement correcte appelle les allochtones pour mieux les stigmatiser « objectivement » (souvenons-nous de l'étude commandée par le ministre de la Justice). Comment mieux perdre Bruxelles ? Alors que dans le rapport de forces belgo-belge les Flamands ont collectivement conquis une certaine estime et le contrôle du pays, ils se mettent aujourd'hui en danger dans une contradiction pathétique entre le désir de conquête de leurs élites et la volonté de repli des frustrés de leur success story nationale.*

*La mondialisation « éthique » dont se réclame le Premier ministre Verhofstadt trouve apparemment peu de convaincus dans son propre parti piégé par une approche très « marketing » des sondages. Or, comme le montre la campagne « Touche pas à mon pote », les refus frontaux que peuvent afficher les individus et les groupes ne sont souvent qu'apparences : telle personne (ma voisine), qui serait notée par les sondages comme hostile au principe du droit de vote des étrangers non européens, se dit tout à fait favorable au vote du boulanger marocain du coin. À partir de là, le renoncement à toute pédagogie des deux « grands » partis flamands (C.D.&V. et V.L.D.) témoigne d'une profonde démoralisation.*

*Dans la valse des étiquettes qui devrait préfigurer une recomposition politique, le débat sur la gestion du riche héritage démocratique flamand peine à se démarquer d'une surenchère rituelle et démagogique. De ce point de vue, la position de Spirit (fraction libérale-nationale-progressiste, issue de l'explosion de la Volksunie) apparaît porteuse d'une redéfinition vraiment alternative à la dérive de l'extrême droite dont les autres partis, à l'exception d'Agalev, peinent à se départir franchement : le S.P.A., par les conditions lourdes dont il assortit l'extension du droit de vote, fait droit à la même méfiance que ses deux confrères traditionnels.*

*Théo Hachez*